

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

EDITORIALISTE EN CHEF

UN BUDGET POUR LA ZONE EURO : BRAVO, OUI, BRAVO

Il y a quelques mois à peine, cela aurait fait la une. On aurait parlé de prouesse, on aurait titré sur un formidable succès pour Emmanuel Macron et l'acte de foi solidaire d'Angela Merkel. On aurait salué un geste fondamental de consolidation du projet européen, une étape majeure dans le « plus d'Europe » et le leadership retrouvé. Et on aurait eu mille fois raison. L'accord conclu mardi soir entre les dirigeants de la France et de l'Allemagne sur leur proposition conjointe d'un budget européen

pour la zone euro est, en soi, une excellente nouvelle. Une réelle victoire aussi pour Emmanuel Macron qui en avait fait un objectif majeur de son projet de renforcement de l'UE et donc un pied

de nez aux observateurs qui s'accordaient sur la quasi-impossibilité d'aboutir.

Ce budget européen sera fondamental : il permettra de promouvoir la convergence économique dans la zone euro et de stabiliser l'Union monétaire en se substituant aux dépenses nationales quand un pays est touché par une crise soudaine. C'est, en fait, un véritable mur qui est franchi. C'était impossible, Macron l'a fait. Et bien fait. L'accord couché sur le papier n'est pas léger, fruit d'une préparation méthodique même si elle est encore loin d'être aboutie, mais qui scelle le retour d'un axe franco-allemand vertueux.

Ce qui aurait tenu du miracle il y a peu faisait hier un gros flop

Et pourtant... Ce qui aurait tenu du miracle il y a peu, faisait hier un gros flop.

Comme si, soudain, ce n'était plus l'enjeu économique qui était essentiel dans une Europe minée plus fondamentalement, car existentiellement, par la question de la migration et de la préservation de l'identité. Comme si, surtout, il fallait accorder peu de crédibilité et une courte durée de vie à un accord qui n'en serait pas un : conclu sur un sujet désormais secondaire, avec une chancelière allemande qui marchandait l'appui de la France sur les migrants en bradant l'argent allemand. C'est en tout cas le *laïus* de son « allié » au gouvernement, la CSU qui, hier, demandait des comptes à Angela Merkel sur

ce « budget caché conçu au détriment des contribuables allemands et qui va affaiblir l'euro ».

Chacun s'interroge avec inquiétude : si la signature d'une chancelière ne vaut plus grand-chose, comment encore piloter le bateau européen ? La réponse est sans ambiguïté. On n'a pas le choix, aujourd'hui moins que jamais. Les proeuropéens doivent travailler sur tous les dossiers en même temps, et sur l'économique tout particulièrement, pour deux raisons. Au mieux, une prospérité et une convergence économique plus fortes peuvent répondre au populisme nourri par des leaders d'extrême droite qui hystérisent le débat sur la migration. Au pire, cela donne à ceux qui voudront poursuivre le projet européen, une base très intégrée sur laquelle atterrir si jamais l'Union explose. Même s'ils ne sont plus que quelques-uns.